



Cahier des clauses administratives particulières

Type de procédure (MAPA)

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
Etablissement support du GHT n° 10 Basse Alsace Sud Moselle**

Pour le compte du :

Centre Hospitalier Sainte Catherine de Saverne

Objet de la consultation :

Travaux de remplacement de cellules HT, d'AGBT et de TGBT au Bâtiment 2 du CH Sainte Catherine de Saverne

Consultation établie en application du Code de la Commande Publique de 2019

Date limite de réception des offres :

08/03/2023 à 10 heures, délai de rigueur

(Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris)

Les documents correspondant à cette consultation (DCE) sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ATTENTION : REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE SUR LA PLATEFORME PLACE

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
SECTION I : DISPOSITIONS GENERALES	4
1. OBJET DU MARCHE ET INTERVENANTS	4
1.1. Représentation du titulaire	4
1.2. Représentation du maître d’ouvrage	4
1.3. Représentation du maître d’œuvre	4
1.4. Contrôle Technique (CT)	4
2. DUREE DU MARCHE	4
3. ALLOTISSEMENT	5
4. FORME DU MARCHE PUBLIC A METTRE EN PLACE	5
5. PIECES CONTRACTUELLES	5
5.1. Pièces particulières	5
5.2. Pièces générales	5
SECTION 2 : CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE	6
6. MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	6
6.1. Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants	6
6.2. Respect des exigences hospitalières	6
6.3. Registre de chantier	6
6.4. Compte-rendu de réunion de chantier	6
6.5. Gestion des déchets de chantier	6
6.6. Fourniture de matériel	7
6.6.1. Conformité des matériels	7
6.6.2. Mise en place des équipements – détérioration	7
6.7. Evolution de la réglementation	7
6.8. Travaux non prévus	7
7. DELAIS D’EXECUTION DU MARCHE	7
8. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	8
8.1. Essais (dont COPREC) et contrôle des ouvrages	8
8.2. Reception	8
8.3. Reception partielle	8
8.4. Mise a disposition de certains ouvrages, parties d’ouvrages ou locaux	8
8.5. Documents fournis apres reception	8
8.6. Delai de garantie	8
SECTION III : MODALITES DE REGLEMENT	9

9.	AVANCES.....	9
10.	RETENUE DE GARANTIE.....	9
11.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	9
12.	PRIX DU MARCHE.....	10
12.1.	Répartition des paiements	10
12.2.	Contenu du prix.....	10
12.3.	Prestations fournies gratuitement à l'entreprise	10
12.4.	Prix de règlement	10
12.5.	Mois d'établissement du prix	10
12.6.	Choix de l'index de référence	10
12.7.	Révision des prix.....	10
12.8.	Règlement des travaux	11
12.9.	Règlement des travaux modificatifs.....	11
12.10.	Régime des droits et taxes.....	11
13.	DELAIS DE PAIEMENT – INTERETS MORATOIRES ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	11
14.	ESCOMPTE	12
15.	PENALITES POUR RETARD.....	12
15.1.	Autres pénalités.....	14
16.	RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT.....	14
16.1.	Résiliation	14
16.2.	Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire.....	14
17.	RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES	14
17.1.	Responsabilités.....	14
17.2.	Assurances	14
18.	DIFFERENDS ET LITIGES	15
19.	CONFIDENTIALITE	15
20.	DISPOSITIONS FINALES	15
21.	DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	16

SECTION I : DISPOSITIONS GENERALES

1. OBJET DU MARCHE ET INTERVENANTS

La présente consultation, passée en application de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique, porte sur des travaux de remplacement de cellules haute tension (HT), d'armoire générale basse tension (AGBT) et de tableau général basse tension (TGBT) du Bâtiment 2 du Centre Hospitalier Sainte Catherine de Saverne.

Les descriptifs des travaux faisant l'objet de cette consultation figurent dans les pièces techniques du dossier de consultation : le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ainsi que la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

1.1. REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire est représenté par la(les) personne(s) physique(s) qu'il aura désignée(s) dès la notification du marché. Ce (ces) représentant(s) est (sont) réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre toutes décisions nécessaires engageant le titulaire.

Modification de situation du titulaire

Il est fait application de l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux.

1.2. REPRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage des travaux visés par le marché est le Centre Hospitalier Sainte Catherine.

1.3. REPRESENTATION DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre des travaux visés est le Centre Hospitalier Sainte Catherine.

1.4. CONTROLE TECHNIQUE (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Les interventions de contrôle technique sont assurées par :

APAVE ALSACIENNE

Agence de Strasbourg

BP 90260 VENDENHEIM

67454 MUNDOLSHEIM

2. DUREE DU MARCHE

Le délai global d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 12 mois, période de préparation comprise.

Il est prévu une période de préparation de 3 mois.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée à la notification du marché avec achèvement prévisionnel desdits travaux 12 mois après la notification.

3. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique, la présente consultation n'est pas allotie en raison de la nature des prestations visées.

Se reporter au C.C.T.P. et ses annexes pour le détail technique.

4. FORME DU MARCHE PUBLIC A METTRE EN PLACE

Le présent marché est un marché public ordinaire.

5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des documents contractuels suivants énumérés par ordre de priorité décroissant.

5.1. PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe financière (D.P.G.F) dûment complétés ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (C.C.T.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire (matérialisée notamment par le mémoire technique) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- Le plan général de coordination sécurité ;
- Le rapport initial de contrôle technique ;
- Les plans niveau projet ;
- Les comptes rendus de réunions de chantier.

Les documents particuliers sont à accepter sans aucune réserve ou modification par le titulaire.

5.2. PIECES GENERALES

- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.) ;
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. -D.T.U.) ;
- En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment ;
- Les normes et homologations nationales, européennes, internationales en vigueur, normes AFNOR homologuées ou toute autre norme équivalente ;
- L'ensemble des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage ;

- Le Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; ce document est réputé connu des candidats et n'est pas joint au dossier ;

Ces derniers documents d'ordre général ne sont pas joints au dossier de consultation, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

SECTION 2 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

6. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché s'exécutera à compter de sa notification qui vaudra ordre de service marquant le début d'exécution des prestations.

6.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

6.2. RESPECT DES EXIGENCES HOSPITALIERES

Les ouvriers interviennent dans un établissement de soins en fonctionnement, par conséquent ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des patients et des visiteurs en balisant bien leurs zones d'interventions, en appliquant toutes les mesures de protection qui peuvent leur être demandées par le Maître d'ouvrage.

6.3. REGISTRE DE CHANTIER

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché.

6.4. COMPTE-RENDU DE REUNION DE CHANTIER

Un compte-rendu de réunion de chantier sera établi à l'issu de chaque réunion. Celui-ci sera considéré comme approuvé par toutes les parties, sous réserve de contestations éventuelles parvenues au maître d'ouvrage par courrier sous 48 heures.

Le compte-rendu de réunion est une pièce contractuelle. Il est la confirmation des directives données au cours de la réunion ; l'absence de l'entrepreneur à la réunion ne le dispense pas de les exécuter.

6.5. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

6.6. FOURNITURE DE MATERIEL

6.6.1. Conformité des matériels

Les équipements livrés doivent être conformes aux normes françaises, aux homologations et marques en vigueur, à la réglementation applicable en matière de sécurité, à la réglementation européenne.

Pour tout matériel soumis à homologation, marquage ou certification, le titulaire fournira toutes justifications utiles. Pour les autres matériels, l'opérateur économique est tenu d'attester la conformité du matériel livré avec la réglementation en vigueur.

L'objet doit répondre aux critères définis dans les pièces techniques du marché.

6.6.2. Mise en place des équipements – détérioration

Il incombe au titulaire du marché la remise en état de tout bien éventuellement détérioré par les opérations de mise en place des matériels, objet du marché.

6.7. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le présent marché est établi sur la base de la réglementation en vigueur le jour du lancement de la procédure de passation.

En cas d'évolutions de la réglementation, l'entreprise devra informer le maître d'ouvrage des répercussions techniques et financières générées par cette évolution.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations dudit marché.

Le CH Sainte Catherine pourra conclure, le cas échéant, un avenant afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

Il est précisé que ces travaux n'entraînent, sauf indication contraire expresse de l'avenant, aucune répercussion sur le délai d'exécution.

6.8. TRAVAUX NON PREVUS

Tout travail modificatif ne pourra être entrepris qu'en vertu d'un ordre de service signé par le Maître d'Ouvrage.

Sauf indications explicites de l'ordre de service, les travaux dont l'exécution est commandée sont réputés être payés par des prix globaux et forfaitaires qui comprennent tous les frais d'études particuliers, de chantier et autres quels qu'ils soient.

Il est précisé que, sauf disposition explicite et contraire des éventuels O.S, les travaux supplémentaires ou modificatifs seront impérativement exécutés à l'intérieur du délai global contractuel d'exécution des travaux.

7. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Les délais de travaux seront renseignés sur les ordres de service.

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'établissement dans les conditions de l'article 18.2 du C.C.A.G. Travaux.

8. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1. ESSAIS (DONT COPREC) ET CONTROLE DES OUVRAGES

Se référer à l'article 2.13 du CCTP de la présente consultation.

Ces essais et contrôles seront exécutés sur le chantier par la maîtrise d'ouvrage, l'entreprise, le contrôleur technique et ENEDIS, en ce qui concerne l'ensemble des ouvrages.

Les essais comprendront notamment :

- les essais et vérification du bon fonctionnement (essais COPREC) en coupure et en charge ;

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux sont applicables.

8.2. RECEPTION

La réception se déroule selon les stipulations de l'article 41 du CCAG-Travaux.

8.3. RECEPTION PARTIELLE

Selon dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux le cas échéant.

8.4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES OU LOCAUX

Les dispositions de l'article 43 du CCAG-Travaux sont applicables.

8.5. DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

8.6. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement auquel le titulaire est tenu, est fixé à au moins douze mois pour tous les travaux et équipements à compter de la date d'effet de la réception.

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, en cas de réceptions partielles, le délai de garantie court à compter de la date de réception globale.

SECTION III : MODALITES DE REGLEMENT

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la demande de paiement doit/peut être envoyée par voie électronique sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

9. AVANCES

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance dite forfaitaire de 5% est accordée celui-ci, conformément aux dispositions des articles R 2191-3 et 2191-5 du Code de la Commande Publique, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

10. RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R.2191-34 du Code de la commande publique, le marché prévoit, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui est prélevé par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

Conformément à l'article R.2191-33 du Code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord par une caution personnelle et solidaire, selon les modalités fixées aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-32 du Code de la commande publique, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

11. CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à 2191-62 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

Le titulaire souhaitant céder ou nantir la créance, résultant de l'exécution du marché, doit demander au représentant habilité par le pouvoir adjudicateur une copie du marché, certifiée conforme, revêtue de la mention « copie conforme délivrée en exemplaire unique ».

La cession ou le nantissement de créance doit être notifié par l'établissement de crédit cessionnaire ou tout autre bénéficiaire de la cession ou du nantissement par lettre recommandée, avec avis de réception postal au comptable assignataire de chaque établissement partie.

Le cessionnaire doit joindre à la notification de la cession ou du nantissement de créances la copie unique du marché que le cédant lui aura remis. La copie unique devra en tout état de cause être remise au comptable assignataire en tant pièce justificative pour le paiement.

12. PRIX DU MARCHÉ

12.1. *REPARTITION DES PAIEMENTS*

L'Acte d'Engagement du marché indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du marché et à ses sous-traitants ou, en cas de groupement d'entreprises, à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

12.2. *CONTENU DU PRIX*

Le marché est conclu aux prix globaux et forfaitaires hors taxes qui figurent dans l'acte d'engagement et son annexe financière (D.P.G.F.).

Les prix des travaux comprennent jusqu'à son achèvement, tous les frais accessoires tels que les frais de constitution de dossiers administratifs et techniques, de demande d'agrément, plans, esquisses, notices techniques, documentation, formation et contraintes de chantier.

Le marché sera libellé en euros (€).

12.3. *PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L'ENTREPRISE*

Sans objet.

12.4. *PRIX DE REGLEMENT*

Les prix sont actualisables lorsqu'un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre le mois d'établissement des prix et la date du début contractuel d'exécution des travaux.

12.5. *MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise des offres, soit le mois de février 2023. Ce mois est appelé « mois zéro » (mois 0).

12.6. *CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE*

L'index retenu est le BT 47 – Electricité – Base 2010 (Identifiant 001710979).

12.7. *REVISION DES PRIX*

La formule de révision du prix du marché est la suivante :

$$C_n = I_{d-3} / I_0,$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois 0 et au mois d-3 par l'index de référence BT 40 ou 38 selon le lot, **sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois 0.**

Les fournitures hors DPGF ne sont pas actualisables.

Le titulaire communique par écrit au CH Sainte Catherine les prix actualisés et le pourcentage de variation par rapport aux prix initiaux. Le CH Sainte Catherine dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la réception de la demande, pour valider l'actualisation. L'écoulement du délai ou l'absence de réponse du CH Sainte Catherine vaut acceptation tacite. Une fois actualisés, les prix sont définitifs pendant toute la durée du marché.

12.8. REGLEMENT DES TRAVAUX

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Travaux relatives aux modalités de règlement des comptes s'appliquent.

12.9. REGLEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS

Les éventuels travaux modificatifs seront réglés sur la base du prix du marché.

Les modifications que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au cours de l'exécution des travaux dans les limites fixées ci-dessus seront réglées conformément à l'article 14 du C.C.A.G. Travaux.

Dans le cas où les prix des ouvrages commandés en supplément ne figureraient pas dans les travaux ou la maintenance initialement prévus ou ne sont pas assimilables, ils seront réglés à prix débattus par le maître d'ouvrage avec le titulaire sur la base de prix unitaires détaillés (prix de fourniture avec facture justificative, taux horaire et nombre d'heures passées, marge, frais généraux...).

12.10. REGIME DES DROITS ET TAXES

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions ou suppressions des droits et taxes intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt de l'offre, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations de droits et taxes auraient été effectivement appliquées.

La taxe appliquée au prix hors taxe du contrat est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur, donc de la modification.

13. DELAIS DE PAIEMENT – INTERETS MORATOIRES ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est Monsieur le Trésorier du Trésor Public de Sarrebourg.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance forfaitaire ou de l'acompte éventuel.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique s'applique au présent marché notamment son article 8 relatif aux taux des intérêts moratoires.

Les factures afférentes au paiement sont établies en double exemplaire et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, n° SIRET et adresse du créancier
- numéro de compte bancaire ou postal tel que précisé à l'acte d'engagement
- numéro du marché
- numéro et date du bon de commande
- détail de la fourniture/prestation livrée/exécutée (le cas échéant numéro de série du matériel et références utiles)
- quantités livrées ou exécutées
- prix net hors taxe de chaque fourniture/prestation
- prix des fournitures/prestations supplémentaires, le cas échéant
- montant total H.T.
- taux et montant de la T.V.A.
- date de facturation.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Dans le cadre du présent marché, le code service à indiquer lors du dépôt des factures est :

Nom de l'établissement	N°SIRET	Code service CHORUS
Centre Hospitalier Sainte Catherine de Saverne	266 700 228 00015	7100

14. ESCOMPTE

Les candidats préciseront les conditions, exprimées sous formes de taux de remise, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai :

- inférieur ou égal à 30 jours calendaires. Le cas échéant, plusieurs taux de remise pourront être avancés, variables par tranches de délai ;
- inférieur ou égal à 15 jours pour les factures supérieures à 50 000€ HT.

Ces conditions contractuelles s'appliqueront chaque fois que les établissements parties honoreront les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour les établissements parties de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'ils s'y efforceront.

15. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt après mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

Il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 180 €HT par jour calendaire de retard, y compris samedi, dimanche et jours fériés.

RETARD DANS LE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 180 HT € net par jour de retard.

RETARD DANS LA LEVEE DE RESERVES

En cas de retard sur le respect du délai de levée de réserves, soit deux semaines après la notification de la décision de réception, il sera fait application d'une pénalité de 180 € HT par jour calendaire de retard.

ABSENCES AUX REUNIONS DE CHANTIER

En cas d'absence aux réunions de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le CH de Saverne le titulaire dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 180 € HT par absence.

PENALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il se verra appliquer une pénalité d'un montant égal à 5% du montant du marché, sans pouvoir excéder les montants des amendes prévues aux articles L. 8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

PENALITES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

En cas de non-respect du personnel du titulaire ou de ses sous-traitants de la réglementation relative à la santé ou à la sécurité des travailleurs, une pénalité égale à 180 € HT par infraction et par ouvrier sera appliquée.

RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS A FOURNIR APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard dans la remise de plans et d'autres documents à fournir après l'exécution des travaux par le ou les titulaire(s), une pénalité de 200 € HT par jour de retard sera appliquée.

PLAFONNEMENT ET EXONERATION DES PENALITES

En dérogation de l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, toutes les pénalités, même si le seuil des 1000 € HT n'est pas dépassé, sont dues par le titulaire.

Les pénalités peuvent être appliquées durant une période de trois mois. Au-delà de ce terme, le marché est résiliable de plein droit aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable.

En cas de force majeure, le titulaire n'encourt aucune des pénalités prévues au présent article.

15.1. AUTRES PENALITES

Le cocontractant ne s'acquittant pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail s'expose à des pénalités dont le montant est au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.

16. RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT

16.1. RESILIATION

Seules les dispositions du CCAG Travaux relatives à la résiliation du marché, sont applicables :

- Article 50.1 du CCAG Travaux : Résiliation pour événements extérieurs au marché
- Article 50.2 du CCAG Travaux : Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire
- Article 50.3 du CCAG Travaux : Résiliation pour faute du titulaire
- Article 40.4 du CCAG Travaux : Résiliation pour motif d'intérêt général

Il est précisé qu'après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2343-3 à R 2343-10 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans ce cas, les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre marché, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

16.2. EXECUTION DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les stipulations de l'article 52 du CCAG Travaux sont seules applicables le cas échéant.

17. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

17.1. RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant aux établissements membres, ou à des tiers.

17.2. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

18. DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à la présente procédure.

En cas d'échec de résolution amiable, l'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la paix
BP 51038
67 070 Strasbourg cedex
greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les procédures de recours sont le référé précontractuel avant la signature du contrat (L. 551-1 et s. du Code de justice administrative), le référé contractuel (L. 551-13 et s. du CJA), et le recours en annulation dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte attaqué ou de la publication de l'avis d'attribution.

19. CONFIDENTIALITE

Le présent marché public comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article 5.4 du CCAG Travaux, l'opérateur économique titulaire doit informer ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

20. DISPOSITIONS FINALES

En cas de difficulté d'interprétation et sauf mention expresse contraire figurant dans le présent document, le marché est régi par les dispositions du C.C.A.G. Travaux.

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public sera appliquée ; et ce même s'il s'agit de clauses d'un même document contractuel.

21. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les articles suivants dérogent au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Objet
Article 8.6	Article 44.1	Délai pour lequel court la garantie en cas de réception partielle
Article 15	Article 19.2.1	Seuil à partir duquel les pénalités sont dues par le titulaire du marché